

Agence de Nîmes
Immeuble Ellipsis
125 rue de l'Hostellerie
30900 NIMES
Tel 04 66 38 95 60
nimes@alpes-contrôles.fr

Référence : 300S242A PGC - PGC 2
Date d'édition : 12/11/2024
Rapport comportant : 22 pages

PGC

Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé Catégorie 2

OPERATION
ALES IMT ALES CLAVIERES - CONSTRUCTION CHAUFFERIE BOIS 6 Avenue de CLavières 30100 ALES
Maître d'ouvrage
INSTITUT MINES-TELECOM 6 AVENUE DE CLAVIERES 30100 ALES

Le coordonnateur SPS
Olivier COLANCON



LISTE DE DIFFUSION

Indice	Date	Coordonnateur	Phase Opération	Observations
01	30/09/2024	COLANCON Olivier	DCE	
02	12/11/2024	COLANCON Olivier	DCE	correction suite à annotation du MO, ajout de la référence du diagnostic amiante.

Diffusion :

Diffusion	INSTITUT MINES-TELECOM Monsieur LAHROUCHI Mouloud Service dépenses Monsieur STRATTA Florian	Maître d'ouvrage Maître d'ouvrage Maître d'ouvrage	mouloud.lahrouchi@mines-ales.fr depenses@mines-ales.fr florian.stratta@mines-ales.fr
-----------	--	--	--

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT	1 page
2.	PRESENTATION DU PROJET	1 page
3.	PRESENTATION DES INTERVENANTS	1 page
4.	PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS	1 page
5.	MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	16 pages

1. PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT

1.1 Objet du document

Le présent Plan Général de Coordination définit des mesures à mettre en Oeuvre en matière de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le document précise pour chaque tâche relative à la prévention des risques en matière de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre de la coactivité :

- Le risque éventuel,
- Une mesure de prévention proposée,
- La ou les entreprises en charge de sa réalisation, de son entretien, et celles chargées financièrement de la tâche sont précisées dans :
 - ▶ Les chapitres 4 et suivants
 - ▶ CCTP et/ou DPGF et/ou CCAP s'ils ont été fournis

Le document ne précise pas les mesures de prévention relatives aux risques propres des entreprises, générés par elles-mêmes pour leurs propres salariés, relevant de leurs seules responsabilités.

Il ne présente pas de mesures liées aux risques générés par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'oeuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Les dispositions du présent document pourront, dans le cadre de la réalisation des PPSPS des entreprises, être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

1.2 Etat contractuel à la date de rédaction du PGC

Suivi du marché de coordination en matière de sécurité et protection de la sante par Bureau Alpes Contrôles :

- Offre de contrat retournée signée par le Maître d'ouvrage le 06/09/2024.

2 PRESENTATION DU PROJET

2.1 Description succincte

Nom de l'opération : ALES IMT ALES CLAVIERES - CONSTRUCTION CHAUFFERIE BOIS

Adresse : 6 Avenue de CLavières
30100 - ALES

Type d'ouvrage : Chaudière existante, bâtiment existant

Présentation générale de l'ouvrage faisant objet du présent PGC et des conditions de sa réalisation :

Le projet consiste en la construction d'une chaufferie bois granules avec appoint gaz.

Il prévoit :

De déposer les 3 chaudières gaz actuelles, d'installer 3 chaudières bio-masse bois granulés (3x330 kW) + 1 chaudière gaz en appoint (950 kW),

De modifier le silo à charbon (non utilisé aujourd'hui), pour un usage de silo à granulés bois,

De remplacer les pompes primaires à débit fixe par des modèles à débit variable,

De mettre en place une solution GTB associée au pilotage des ces 4 nouvelles chaudières.

2.2 Documents de base pour la réalisation du présent PGC, transmis par le Maître d'ouvrage

Dossiers de plans	Date
Pièces graphiques	23/09/2024
Pieces écrites	Date
CCTP lot CVC	23/09/2024
Étude de faisabilité	23/09/2024
DPGF lot CVC	23/09/2024
Autre	Date
Rapport de repérage amiante	12/11/2024
PGC annoté pour correction	12/11/2024

2.3 Informations administratives sur l'opération

2.3.1 Classement de l'opération

L'opération est classée par le Maître d'ouvrage en catégorie 2.

2.3.2 Déclaration préalable

Elle doit être transmise aux organismes de prévention par le Maitre d'ouvrage.

2.3.3 Obligations relatives au classement et au montant de l'opération

Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, **y compris les entreprises individuelles et artisanales**, sont soumises à l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'opération étant classée en Catégorie 2, les entreprises titulaires et sous-traitantes réalisant des travaux comportant des risques sont soumises à l'obligation de réalisation de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

2.3.4 Prévision d'effectifs

L'effectif moyen prévisionnel pour les travaux est de : 5 personnes

L'effectif de pointe prévisionnel est de : 8 personnes

2.4 Informations sur le planning de l'opération

2.4.1 Calendrier général des travaux

Phase actuelle de l'opération pour établissement du présent PGC :

- DCE

3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

3.1 Intervenants Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'Oeuvre

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Maître d'ouvrage	INSTITUT MINES-TELECOM	6 AVENUE DE CLAVIERES 30100 ALES depenses@mines-ales.fr
	Monsieur STRATTA Florian	Tel : 07 52 63 59 80 florian.stratta@mines-ales.fr
Maître d'oeuvre	CREALEAD - SECO	55, rue SAINT Cléophas 34070 Montpellier

3.2 Organismes de prévention

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Inspection du travail	DREETS NIMES	Zac esplanade sud 174 Antoine Blodin 30000 Nimes ddets-utcn@gard.gouv.fr
CARSAT	CARSAT	29 cours Gambetta CS49001 34068 Montpellier Tel : 04 67 12 95 30 prev@carsat-lr.fr
OPPBTP	OPPBTP	120 avenue Nina Simone 34000 MONTPELLIER Tel : 04.67.63.47.50 occitanie@oppbtp.fr

3.3 Marchés - Lots - Entreprises

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
-------------	------------------------------	----------------------------

4. PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS

Les chapitres suivants du présent document décriront les sujétions en matière de mise en oeuvre des dispositions de sécurité, celles-ci seront réparties suivant les modalités ci-après :

Par intervenant :

Abréviation	Corps d'état	Lot(s) concerné(s)
D	Démolition	
CSPS	Coordonnateur sécurité et protection de la santé	
PAR	Parois de soutènement	
ENR	Enrobé	
CAR	Carrelage	
FA	Façades bardages	
OPC	Ordonnancement Pilotage et Coordination	
MOE	Maîtrise d'Oeuvre	
MO	Maîtrise d'Ouvrage	
PLAQ	Cloisons Doublages	
CHARP	Charpente	
ETAN	Etanchéité	
GO	Gros oeuvre	
ASC	Ascenseurs	
VRD	Voirie et Réseaux Divers	
MIN	Menuiseries Intérieures	
MEX	Menuiseries Extérieures	
PB	Plomberie Sanitaire	
EL	Electricité courants forts	
COUV	Couverture	
T	Terrassements	
DESAM	Désamiantage	
ST	Sous traitant	

EC	Entreprise Concernée par l'activité et les risques décrits
TCE	Tous Corps d'Etats
CES	Corps d'Etats Secondaires
CP	Compte prorata
SO	Sans objet

Par intervention :

Installation :

- Le titulaire réalise les travaux au titre de son marché, en assure les études de mise en oeuvre, les vérifications techniques réglementaires et la levée des réserves éventuelles.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, le(s) décisionnaire(s) demandant cette application sera précisé.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

Entretien :

- Les dépenses correspondantes seront attribuées au lot indiqué, comprenant toutes reprises, compléments et apports complémentaires afin d'assurer son objet initial, vérifications techniques complémentaires suivant besoins et la levée des réserves éventuelles.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

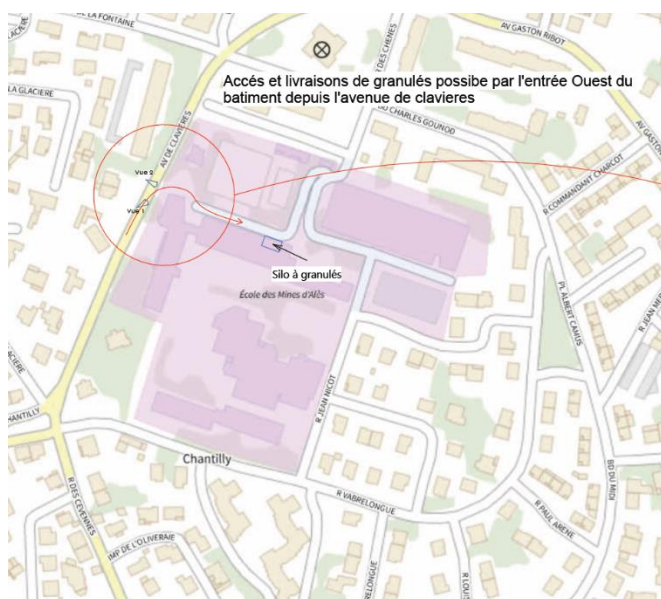
5. MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

5.1	MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)	2
5.1.1	Contraintes d'environnement	2
5.1.1.1	Particularités du site	2
5.1.1.2	Réseaux	4
5.1.1.3	Conditions d'accès au site	4
5.1.1.4	Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux	4
5.1.1.5	Chantier(s) limitrophe(s) connu(s), ouvert(s) ou prévu(s) à la date de rédaction du présent document	4
5.1.1.6	Etablissements industriels, commerciaux, de proximités	4
5.1.1.7	Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier	5
5.1.1.8	Prévention liée à la présence d'amiante	6
5.1.2	Organisation générale du chantier	7
5.1.2.1	Installations de chantier : Généralités	7
5.1.2.2	Installations de chantier : Base vie	8
5.1.2.3	Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage	9
5.1.2.4	Installation de chantier : Contrôle d'accès au chantier	9
5.1.2.5	Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4)	9
5.1.2.6	Circulation sur le chantier	9
5.1.2.7	Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage	10
5.1.2.8	Nettoyage et Gestion des déchets	10
5.1.2.9	Conditions de manutentions des matériaux et matériels	11
5.1.2.10	Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	11
5.1.3	Consignes communes à toutes les entreprises	12
5.1.3.1	Protections collectives	12
5.1.3.2	Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises	13
5.2	MESURES DE PREVENTION PAR PHASE	15
5.2.1	Phase Préparation	15
5.3	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	16
5.3.1	Affichage « En cas d'accident »	16

5.1 MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)

5.1.1 Contraintes d'environnement

5.1.1.1 Particularités du site	Installation	Entretien
Site de type Urbain	TCE	
Bâtiments mitoyens <input checked="" type="checkbox"/> Oui Localisation : complexe de l'école des Mines Contraintes dues aux mitoyens : présence d'étudiant sur le site	TCE	
Voies de circulation Noms des voies de circulation : <ul style="list-style-type: none"> - Entrée principale Avenue de Clavières, passage chantier rue des Chênes et Jean Nicot Contraintes dues aux voies de circulations : <ul style="list-style-type: none"> - Aucune, la chaufferie est à l'intérieur du site 	TCE	
Servitudes <input checked="" type="checkbox"/> Oui <ul style="list-style-type: none"> ➤ Servitudes d'accès intérieur, pour les piétons étudiant. ➤ Servitudes d'accès intérieur, pour les véhicules du personnel. ➤ Servitudes d'accès intérieur, pour les services de secours éventuels. 	TCE	



Vue 1



Vue 2



5.1.1.2 Réseaux	Installation	Entretien
Les déclarations de travaux et les coordonnées des concessionnaires sont disponibles sur le guichet unique : www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr		
Déclaration de projet de travaux (DT) Déclaration de projet de travaux aux concessionnaires : Transmise par le Maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Non , celle-ci est prévu par le MO	MO	MO
Déclarations d'Intention de Commencements de Travaux (DICT) Les différentes Déclarations d'Intentions de Commencements de Travaux seront adressées, en temps opportun aux différents services concessionnaires et services techniques municipaux, zone publique. Une demande de renseignement sera effectué auprès du responsable d'établissement.	Lot CVC	
Réseaux connus par le CSPS à la rédaction du présent PGC Réseaux aériens connus : <input type="checkbox"/> Non	Lot CVC	

5.1.1.3 Conditions d'accès au site	Installation	Entretien
Horaires d'accès au chantier Horaires d'ouverture du site de l'école des Mines. Possibilité de travailler le samedi sur demande au responsable de l'établissement.	MO Lot CVC et ST	
Voie d'accès au chantier <ul style="list-style-type: none"> • Localisations : • Accès livraison par rue des Chênes et rue Jean Nicot (exceptionnellement) • <u>Entretien général</u> : goudronné correct sans difficulté apparente 	Lot CVC et ST	
Parkings <ul style="list-style-type: none"> ➤ Véhicules chantier : <ul style="list-style-type: none"> • Autorisés dans l'enceinte du chantier ➤ Véhicules personnels : <ul style="list-style-type: none"> • Soumise à autorisation du MO 	MO Lot CVC et ST	

5.1.1.4 Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux	Installation	Entretien
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Autorisation de stationnement à demander au responsable de l'établissement ➤ Mise en place d'un balisage/signalisation routière, temporaire de chantier (panneaux) ➤ Emprise d'une zone de chantier (stockage, bennes, bungalows) 	Lot CVC et ST	

5.1.1.5 Chantier(s) limitrophe(s) connu(s), ouvert(s) ou prévu(s) à la date de rédaction du présent document	Installation	Entretien
<input type="checkbox"/> Non	Lot CVC et ST	
5.1.1.6 Etablissements industriels, commerciaux, de proximités	Installation	Entretien
<input type="checkbox"/> Non	Lot CVC et ST	

5.1.1.7 Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p>Type d'activités : école supérieure, étudiant et personnel</p> <p>Contraintes d'activités</p> <p>Consignes et organisation de sécurité propres à l'établissement transmises lors de la visite d'inspection commune réalisée avec le chef d'établissement</p> <p>Les contraintes liées à l'activité du site sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Information préalable aux interventions : L'établissement restera pendant toute la durée du chantier en activité. Toute coupure de fluides de quelque nature que ce soit, ou intervention risquant de produire des nuisances sonores, vibratoires ou de circulations internes ou externes devra impérativement faire l'objet d'une information préalable, et d'un accord écrit du Maître d'ouvrage, ou par l'intermédiaire des comptes rendus de réunions hebdomadaires de chantier. ➤ Horaires spécifiques ➤ Organisation des circulations : ➤ Délimitation des zones de travaux ou à risques particuliers : ➤ Consignes de sécurité propre à l'établissement : ➤ Croisement de flux : ➤ Fléchage des nouveaux parcours et accès utilisateurs : ➤ Délimitations provisoires de zones de chantier : ➤ Accès des véhicules et approvisionnements : ➤ Maintien en exploitation des bâtiments et réseaux : Procédure de coupure d'un réseau par une entreprise : se conformer explicitement à la procédure précisée dans les CCTP de la Maîtrise d'œuvre. ➤ Conservation et balisage des issues de secours : ➤ Phasage des travaux liés à l'exploitation : 	<p>Lot CVC et ST</p>	

5.1.1.8 Prévention liée à la présence d'amiante	Installation	Entretien
<p>Pour tout bâtiment impacté par les travaux dont le permis de construire est antérieur au 1er Juillet 1997, un rapport de repérage amiante avant travaux prévu aux articles L4412-2 et R4412-97 doit être fourni au CSPS et ses conclusions doivent être intégrées au PGC.</p> <p>RAPPORT DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p>Le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti / avant démolition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A été réalisé le : 29/04/2022 - Par la société : Véritas - Il porte la référence : 14475373/S1/4/AM-RTV/1-7XYH5J5 <p>Conclusion du diagnostic amiante :</p> <p>Présence de matériaux contenant de l'amiante : <input type="checkbox"/> Oui</p> <p>Liste des matériaux contenant de l'amiante</p> <p>Voir le rapport de repérage des produits et matériaux contenant de l'amiante joint dans le DCE.</p>	MO	
<p>Qualification des intervenants</p> <p>Tous les intervenants susceptibles d'être au contact avec des produits amiantés, tant intervenant de chantier qu'encadrement, doivent être en possession d'une attestation de compétence délivrée suite à une formation dispensée par un organisme certifié.</p>	Lot CVC et ST	
<p>Mesures de prévention spécifiques</p> <p>Dans le cas de découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, lors de la réalisation des présents travaux, au cours de démolition d'ouvrages non démontables pour le diagnostic, ces matériaux devront impérativement être laissés en place et signalés au Maître d'ouvrage ou à son représentant, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS. Ceux-ci préciseront la marche à suivre pour le traitement de ces matériaux.</p>	Lot CVC et ST	

5.1.2 Organisation générale du chantier

5.1.2.1 Installations de chantier : Généralités		Installation	Entretien
<u>Panneau de chantier</u>			
➤ Mise en place d'un panneau réglementaire incluant l'ensemble des intervenants du chantier et leurs coordonnées suivant CCTP		Lot CVC	
<u>Plan d'Installation de Chantier (PIC)</u>			
➤ Le Plan d'Installation de Chantier sera à soumettre pour visa au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS, pendant la phase de préparation du chantier, sur la base du projet précité. Celui-ci doit faire apparaître très clairement les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Installations générales de chantier • Base vie (vestiaires, réfectoires et sanitaires répartis sur toute la surface du chantier), • Parkings des véhicules personnels • Parkings véhicules chantier • Zone containers et bungalows entreprises • Voies de circulation • Position des clôtures de chantier, du portail d'accès • Position de la signalisation de chantier : extérieure, intérieure • Emplacement des aires de stockage : <ul style="list-style-type: none"> ○ Stockage matériel ○ Stockage tampon de matériaux • Zones de bennes pour l'évacuation des gravats et déchets • Position de l'armoire principale de l'installation électrique • Toute indication supplémentaire demandée pendant la phase de préparation, par le MO, le MOE, le CSPS ➤ Diffusé à chaque mise à jour à tous les intervenants, avec affichage dans les bureaux de chantier.		Lot CVC	
<u>Registre de Sécurité de Chantier</u>			
➤ Le registre de sécurité, pour les engins de chantier, installations électriques provisoires, appareils de levage, échafaudages, sera ouvert et disponible sur le chantier, incluant les comptes rendus de visites de vérifications, les levées de réserves, les rapports techniques à jour, notice de montage et de calculs des échafaudages et les PV de réception. ➤ Le registre des observations sera ouvert et disponible à tous pendant toute la durée du chantier dans les bureaux du chantier.		Lot CVC et ST	

5.1.2.2 Installations de chantier : Base vie		Installation	Entretien
<u>Locaux communs à toutes les entreprises</u>			
<p>➤ Les locaux communs à tous les intervenants autorisés à accéder au chantier (Maîtrise d'ouvrage, Maîtrise d'œuvre, entreprises), ci-dessous désignés doivent obligatoirement être mis en place pendant la période de préparation de chantier. Cette base vie devra impérativement être opérationnelle jusqu'à la fin de chantier.</p> <p>➤ Ces locaux devront être implantés en dehors du périmètre d'influence ou de risques notamment des zones d'activités (hors zone d'évolution des engins de levage, zone de forte circulation de production, zone de forte circulation aux stockages).</p> <p>➤ Coûts de location, mise en œuvre et branchements des cantonnements sanitaires/lavabos pour Tous Corps d'Etats et locaux Maîtrise d'œuvre, OPC, CSPS, déplacements en cours de chantier par phases générales définies par l'OPC et enlèvement en fin de chantier.</p> <p><u>Ces locaux devront comprendre :</u></p> <p>➤ Cantonnements sanitaires/lavabos pour Tous Corps d'Etats, éclairés, chauffés et aérés, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 cabinet et 1 urinoir, ou 2 cabinets pour 20 personnes (chantier > 4 mois), OU minimum 1 cabinet chimique pour 10 personnes (chantier < 4 mois), • 1 lavabo pour 10 personnes, • 1 douche pour 8 personnes (travaux salissants, démolition) • 1 point d'eau potable à disposition ou 3 litres au moins par jour et par travailleurs • En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un wc et un lavabo devront être installés en plus de l'installation de base <p>➤ Cantonnements pour vestiaires et réfectoires pour Tous Corps d'Etats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vestiaires : 1,25m² + 1 armoire par salarié • Réfectoire : 1, 50m² par salarié + équipements adaptés • En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un vestiaire spécifique devra être installé en plus de l'installation de base <p>➤ Salle de réunion de chantier éclairée, chauffée et aérée, conforme au CCTP.</p> <p>locaux dans l'existant respectant les mêmes prescriptions, après accord préalable du maître d'ouvrage et prise en compte des remises en état en fin de chantier.</p>		Lot CVC	
		Lot CVC	

5.1.2.3 Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage	Installation	Entretien
<u>Clôture de chantier/ signalisation</u>		
➤ Clôture existante maintenue : aucune clôture ➤ Mise en place d'une signalétique de chantier pour information <ul style="list-style-type: none"> Localisation : Suivant le Plan d'Installation de Chantier 	Lot CVC	
5.1.2.4 Installation de chantier : Contrôle d'accès au chantier	Installation	Entretien
<u>Bureau de trafic et de contrôle d'accès</u>		
Prévu par le maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Non	TCE	
<u>Gardiennage du chantier</u>		
Prévu par le maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Non	TCE	

5.1.2.5 Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4)	Installation	Entretien
<u>Installation électrique générale de chantier</u>		
➤ Source : utilisation des sources présentes dans la chaufferie	Lot CVC	
<u>Eclairage provisoire</u>		
➤ Eclairage intérieur : éclairages intérieurs du local chaufferie	Lot CVC	
<u>Vérification de conformité :</u>		
➤ Les installations électriques et l'éclairage de chantier devront être vérifiés par un organisme agréé avant toute mise en service. Les réserves éventuelles devront impérativement être levées par le chef d'entreprise du lot concerné avant toute utilisation.	Lot CVC	

5.1.2.6 Circulation sur le chantier	Installation	Entretien
<u>Circulations horizontales intérieures</u>		
➤ Les circulations à l'intérieur de la zone de travail seront aménagées de manière à : <ul style="list-style-type: none"> Protéger les ouvriers contre tout risque de chute de plain-pied. Permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel. 	Lot CVC	

5.1.2.7 Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage	Installation	Entretien
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les localisations et les emprises exactes des zones de stockage ou d'entreposage, seront étudiées avec le MO, le MOE et le CSPS en phase de préparation, sur proposition de l'entreprise. ➤ Gestion logistique jusqu'à la réception, comprenant notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Organisation des approvisionnements, • Planification des approvisionnements sur la base d'un tableau récapitulatif des matériaux et des charges. ➤ La configuration et l'environnement du site exigent une rationalisation des surfaces pour le chantier, aussi il est impératif de transmettre, pendant la période de préparation du chantier, les besoins de l'entreprise. ➤ Les aménagements nécessaires à la réalisation de ces zones/aires et leurs libérations devront être effectués de façon à permettre le stockage ou l'entreposage évitant tout renversement de ceux-ci. ➤ Tout stockage ou entreposage, devra être correctement calé ou stabilisé avec des moyens adaptés aux équipements ou matériaux, évitant tout renversement. ➤ Les circulations devront rester libres de tous stockages ou autres. 	Lot CVC et ST	

5.1.2.8 Nettoyage et Gestion des déchets	Installation	Entretien
<u>Nettoyage de chantier</u>		
<p>Le chantier sera nettoyé quotidiennement et au fur et à mesure du déroulement des <u>TRAVAUX</u>.</p> <p>L'entreprise DOIT impérativement débarrasser ses propres déchets de chantier, au fur et à mesure de leurs productions.</p>	Lot CVC et ST	
<p>Les nettoyages devront être effectués conformément aux principes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nettoyage général phase Démolitions ➤ Nettoyage général phase Exécution ➤ Nettoyage des postes de travail ➤ Entretien, nettoyage quotidien cantonnements ➤ Nettoyage sur injonction : travaux ordonnés à l'entreprise désignée par le MO, MOE et CSPS 	<p>Lot CVC et ST</p> <p>Lot CVC</p>	
<u>Conditions de stockage, d'élimination et d'évacuation des déchets</u>		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place de bennes ou de containers spécifiques ➤ Localisation : au plus proche de la zone de chantier 	Lot CVC	

5.1.2.9 Conditions de manutentions des matériaux et matériels	Installation	Entretien
Mise en place d'un engin de levage		
Installation <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place d'un moyen de levage pour approvisionnements par grutage mobile ➤ Vérifications réglementaires (pour tout type de grue) dont les rapports sont à transmettre au CSPS avant utilisation : <ul style="list-style-type: none"> • Le rapport de vérifications générales périodiques • Le rapport d'examen d'adéquation de la grue, qui « consiste à vérifier qu'il est approprié aux travaux que l'utilisateur prévoit d'effectuer ainsi qu'aux risques auxquels les travailleurs sont exposés ; et que les opérations prévues sont compatibles avec les conditions d'utilisation de l'appareil définies par le fabricant ». Il est composé de : <ul style="list-style-type: none"> ○ L'étude des charges à lever ○ L'examen environnemental de site (emplacement, altimétrie, effets de site éventuels) ○ L'étude de stabilité de l'assise ○ La vérification du dispositif de contrôle de mouvements pour les zones interdites ➤ Toutes les réserves seront levées AVANT utilisation. 	Lot CVC	
Utilisation <ul style="list-style-type: none"> ➤ Conduite de l'engin par du personnel formé et autorisé ➤ Elingage, colisage et manœuvre pour ses propres besoins ➤ Si les conditions ne permettent pas au conducteur de suivre visuellement toutes les manœuvres, il doit être assisté d'un chef de manœuvre (à préciser dans le PPSPS de l'entreprise). Un système radio pourra également être mis en place. 	Lot CVC et ST	

5.1.2.10 Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	Installation	Entretien
Consignes – Services d'urgences <ul style="list-style-type: none"> ➤ Consignes à retrouver en affichage extérieure de la base vie Fiche d'appel des secours en annexe	Lot CVC	
Mesures d'évacuation <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'évacuation des blessés doit se faire par les pompiers en empruntant la voie d'accès préalablement dégagée. 	Lot CVC et ST	
Déclaration d'accident <ul style="list-style-type: none"> ➤ Chaque entreprise se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident, préviendra le CSPS le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures) et rédigera un compte-rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident. 	Lot CVC et ST	
Orientation des secours <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place d'un PRS en accord avec le responsable de l'établissement. 	Lot CVC	
Mesures de secours et de communication sur le site <ul style="list-style-type: none"> ➤ Chaque entreprise sur le site disposera d'une trousse de premiers secours ➤ Chaque entreprise disposera d'un téléphone toujours accessible sur le chantier. ➤ Mise en place (et remplacement en cas d'utilisation et de vol jusqu'à la fin du chantier + inspection mensuelle + maintenance annuelle) d'extincteurs portatifs dans ou à proximité immédiate des locaux où sont stockés ou utilisés des produits inflammables. 	Lot CVC et ST Lot CVC et ST Lot CVC	

5.1.3 Consignes communes à toutes les entreprises

5.1.3.1 Protections collectives

Note préliminaire :

Les différentes mesures de protection collective, sont décrites pour celles qui sont à mettre en œuvre obligatoirement, dans le "**Chapitre 5.2 - Mesures de prévention par phase**" et dans l'ensemble des chapitres précédents.

Chacune d'entre elles est à **la charge d'une entreprise définie**, celle-ci assure sa mise en œuvre, sa maintenance, son retrait.

Le retrait d'une protection collective mise en œuvre par une entreprise n'est possible que dans les conditions suivantes :

- Après mise en œuvre des ouvrages définitifs, faisant protection collective définitive, ou supprimant le risque (garde-corps sur trémie ascenseur remplacé par les portes définitives de l'ascenseur par exemple)
- Après suppression du risque en cours de chantier
- Pour réalisation de travaux nécessitant la dépose de la protection collective : respecter la procédure **ci-après**.

Retrait provisoire d'une protection collective :

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui, pour l'exécution de sa tâche, doit momentanément modifier une protection collective, **doit obligatoirement** :

- Dispositions préalables :
 - Informer préalablement le Coordonnateur SPS, la maîtrise d'œuvre
 - Justifier le retrait de la protection collective en place par l'impossibilité d'exécuter sa tâche par quelque moyen que ce soit
 - Proposer la mise en œuvre d'une autre protection collective d'un niveau équivalent
 - Indiquer les éventuels moyens de protection individuelle à adopter temporairement, ou pendant toute la durée de la tâche, pour son personnel ainsi que pour celui d'autres entreprises éventuellement
- Méthodologie :
 - Mettre en œuvre la nouvelle protection collective
 - Déposer la précédente
 - Maintenir pendant toute sa durée d'intervention la nouvelle protection mise en œuvre
 - Réaliser son intervention
 - Remettre en œuvre l'ancienne protection collective
 - Déposer la protection remplaçante

Autres protections collectives :

Dans le cas où l'évolution du chantier, par modification de planning par exemple, impliquerait la modification ou l'ajout d'une nouvelle protection collective, une entreprise sera désignée par le Maître d'œuvre après concertation avec le Coordonnateur SPS et les entreprises concernées afin d'installer et entretenir celle-ci.

Règles de responsabilité des protections collectives :

	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
➤ Mise en œuvre des protections collectives par lot à l'avancement. Chaque entreprise est tenue de mettre en place les protections collectives des ouvrages qu'elle bâtit.	Lot CVC et ST	
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective par le lot titulaire de l'installation	Lot CVC et ST	
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective due à une autre entreprise que celle installatrice	Lot CVC	

5.1.3.2 Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises

Les dispositions suivantes sont à respecter par TOUTES les entreprises (titulaires, sous-traitantes ou travailleurs indépendants) :

Procéder avec le CSPS à une inspection commune :

- Pour cela, Il est nécessaire de disposer d'un ordre de service, ou d'une notification du marché.
- Demande de **réalisation d'une inspection commune** par l'entreprise prenant en compte sa date d'intervention et ses délais de réalisation de PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé), dans un délai compatible avec l'exercice de la mission du CSPS pour organiser le rendez-vous.
- ou sur convocation du CSPS par l'intermédiaire du Registre Journal de Coordination. Le CSPS reste juge de la date de programmation de l'Inspection Commune.
- Les intervenants restent totalement responsables d'une demande de réalisation anticipée si leur intervention est elle-même anticipée. En cas de manquement à une convocation pour une inspection, l'entreprise devient responsable de tout retard éventuel dû au respect de la procédure d'autorisation d'accès au chantier en matière de sécurité et de prévention de la santé.
- Chaque intervenant, titulaire ou sous-traitant, sera représenté par une personne informée des travaux à réaliser (conducteur de travaux ou chef de chantier) à même de décider des moyens de prévention à mettre en place et à transmettre ces informations aux équipes intervenantes.
- Préalablement à inspection commune, chaque intervenant diffusera au CSPS :
 - un projet de PPSPS décrivant les modes opératoires envisagés avec un planning et les mesures de prévention associées ;
 - la liste des travaux sous-traités ainsi que les coordonnées des sous-traitants

La forme des inspections commune sera décidée par le CSPS : Inspections communes individuelles ou par phase.

Rédiger et Transmettre son PPSPS ainsi que tout élément demandé par le CSPS lors de l'inspection commune, avant son intervention sur le chantier :

L'entreprise explicite sa méthodologie d'intervention dans son PPSPS, pour toute prestation incluse dans son marché, en respectant les exigences du PGC et les demandes formulées lors de l'inspection commune.

L'entreprise joindra à son PPSPS toutes les fiches de données de sécurité (FDS) des produits qu'elle prévoit d'utiliser, détaillera les méthodologies, les mesures de protection collectives qu'elle mettra en œuvre, ainsi que les risques exportés vers les autres intervenants et les parades mises en œuvre. Le cas échéant, un avenant complètera le PPSPS pour tout nouveau produit ou modification de produit par rapport au PPSPS initial.

Transmettre le PGC et son PPSPS à son sous-traitant éventuel :

- Organiser l'inspection commune de ses sous-traitants et demander l'agrément au MO pour chacun des sous-traitants.
- Transmettre à son personnel les informations de prévention à respecter, (connaissances du travail exact à effectuer, de la position des cantonnements et leurs équipements, des moyens d'alerte, des numéros de téléphone d'urgence et leur localisation, des procédures spécifiques d'évacuation, des consignes en cas d'accident ou d'incendie). Les intérimaires et fournisseurs sont soumis aux mêmes obligations que tout entrepreneur titulaire d'un marché de travaux agréé par le Maître d'ouvrage. Il est de la responsabilité pleine et entière de l'entreprise de procéder à l'accueil de ses intérimaires ou fournisseurs, par tout moyen approprié (note spécifique, procédure). Ces indications seront reportées dans le PPSPS de l'entreprise titulaire.
- Transmettre, au cours de toute l'opération plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés par le CSPS. En particulier, tous les rapports de contrôle réglementaire à la mise en service seront transmis avec la justification écrite de la levée de toutes les éventuelles remarques.

Modalités d'accès aux seules personnes autorisées, en matière de prévention :

Les personnes autorisées « sécuritairement » à accéder au chantier sont les personnels des entreprises titulaires ou sous-traitantes, qui sont :

- Informées par les entreprises :
 - Des mesures SPS contenues dans le PGC
 - Des mesures SPS recueillies lors de l'inspection commune avec le coordonnateur SPS
 - Des mesures SPS contenues dans le PPSPS de l'entreprise
- Respectueuses de l'ensemble de ces dispositions.

En cas de non-respect constaté des consignes SPS, les personnes en cause ne sont plus autorisées et le coordonnateur SPS peut être amené à prendre les dispositions suivantes :

- Arrêt du poste de travail
- Convocation immédiate de la personne en cause avec l'interlocuteur sécurité de l'entreprise, pour relecture des consignes
- Consignation dans le registre journal des événements et consignes reformulées, avec visa des personnes concernées
- Autorisation de la reprise du poste de travail

En outre, seuls les personnels des entreprises agréées par le maître d'ouvrage seront autorisés à accéder au chantier.

Travaux :

Durant toute l'opération, les entreprises doivent :

- Viser le Registre Journal
- Assurer la présence d'au minimum une personne de l'entreprise maîtrisant la langue française sur le chantier
- Transmettre tous plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés en cours de chantier par le coordonnateur.

5.2 MESURES DE PREVENTION PAR PHASE

Préambule

Ce chapitre est décomposé par phase de travaux. Pour chacune d'entre elle, en fonction des co-activités, l'analyse de risques se présente de la manière suivante dans les tableaux ci-dessous :

- Risque prévisible en fonction des tâches et éléments techniques connus à ce jour
- Mesures de prévention collectives pour la réalisation des travaux intégrant les risques liés à la co-activité à mettre en place en place par le lot.

Les mesures définies par phase se cumuleront en fonction de l'avancement du chantier, sans oublier les mesures générales définies dans les chapitres précédents.


Les entreprises (titulaires ou sous-traitantes chargées de travaux) devront impérativement expliciter dans leur PPSPS les méthodologies qu'elles prévoient de mettre en œuvre dans le cadre de leur analyse de risques. Cette méthodologie devra clairement expliciter le type de moyens correspondants nécessaires à la prévention des risques qui ressortent de l'analyse. Cette analyse, propre aux travaux de l'entreprise, devra **au minimum** reprendre les points énumérés ci-dessous.

5.2.1 Phase Préparation

Tâches : Installations de chantier ; démolition ; désamiantage ; Déplombage ;

<u>Phase préparation</u>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<i>Risques électriques</i> <ul style="list-style-type: none">➤ Etablissement des demande de renseignements auprès du responsable de site➤ Contrôle des installations électriques de chantier, y compris des bases vie➤ Consultation des plans de récolement, repérage et demande de neutralisation des réseaux incorporés aux ouvrages à démolir ou à reprendre➤ Consignation ou neutralisation des réseaux incorporés aux ouvrages à démolir ou à reprendre	Lot CVC	
<i>Risques d'incendie</i> <ul style="list-style-type: none">➤ Identification et balisage des zones pour les produits dangereux, mise en place des moyens de lutte (extincteurs, bac de rétention, débroussaillage périphérique, etc.). Limitation du stockage dans les quantités nécessaires à la consommation journalière.	Lot CVC et ST	
<i>Risques liés aux démolitions : heurt, écrasement, chute</i> <p>Mesures générales :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ Consultation des plans de récolement, analyse de l'existant afin de déterminer les moyens d'étaisements (nécessite une note de calcul si > 6m) et phasages nécessaires aux travaux de démolition➤ Réalisation une étude détaillée afin de déterminer :<ul style="list-style-type: none">- le procédé de démolition et les moyens mécaniques à mettre en œuvre,- la séquence des démolitions,- le périmètre de sécurité.	Lot CVC et ST	
<ul style="list-style-type: none">➤ Mise en œuvre de protections collectives provisoires réglementaires➤ Mesures conservatoires pour les démolitions sur les ouvrages	Lot CVC et ST	

5.3.1 Affichage « En cas d'accident »



En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18
Pompiers

112
Centre d'appels secours

15
Samu

et dites...

1 Ici chantier **NOM DU CHANTIER**
À (commune ou arrondissement) **VILLE**
N° **NUMERO** Rue **NOM DE LA RUE**
En face de
Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident
Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.
Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

3 Signalez le nombre de blessés et leur état
Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste
Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous
et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message
Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste à jour mentionnant leur nom doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.

